

Comment l'Allemagne finance ses armements

Autor(en): **Endom, Walter**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **29 (1937)**

Heft 10

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-384113>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le montant total des amendes atteint 13,063 francs. Les violations de la loi sont souvent punies par des amendes si ridiculement anodines qu'elles constituent plutôt un encouragement à récidiver qu'une punition efficace. Il n'est pas sans intérêt de constater que dans les cantons de Schwyz, Nidwalden, Zoug, Fribourg, Appenzell Rh.-Int. et Valais aucune amende n'a été prononcée, ce qui fait réfléchir ceux qui connaissent les conditions de travail dans ces cantons.

A l'époque de reprise économique que nous traversons, nous avons doublement le devoir de veiller — et plus strictement que par le passé — à ce que les bienfaits de la protection ouvrière légale profitent effectivement à toutes les personnes occupées dans les fabriques. La tâche des syndicats est de collaborer de toutes leurs forces à l'application intégrale des dispositions de la loi sur le travail dans les fabriques.

Comment l'Allemagne finance ses armements.

Par *Walter Endom.*

(Reproduction autorisée.)

Le problème des armements en Allemagne est au centre de toute discussion politique sur la situation universelle actuelle. L'Allemagne tente de dépasser ses voisins en fait d'armements. Réussira-t-elle dans sa tentative? Ou bien cette Allemagne pauvre en matières premières devra-t-elle abandonner ses efforts à mi-chemin si elle n'entend pas consommer entièrement sa ruine économique?

Les milieux économiques compétents envisagent avec scepticisme le réarmement allemand. Effectivement, il est maints facteurs qui justifient ce scepticisme. Pour armer, il faut qu'un pays comme l'Allemagne importe de grandes quantités de matières premières les plus diverses, et, pour ce faire, il lui manque les moyens financiers nécessaires. L'encaisse-or et les devises dont disposait la Banque d'Etat, en moyenne, en 1936 n'atteignaient que 75 millions de RM. tandis qu'en 1931, année où le trésor des devises était le plus élevé, ils atteignaient 2806 millions. Malgré tous les efforts déployés pour encourager les exportations, ces dernières ne suffisent nullement à financer les importations nécessaires au réarmement de l'Allemagne. Elles atteignaient en 1936 4,8 milliards de RM. contre 5,7 milliards en 1932, soit durant l'année de crise la plus intense, et contre 13,5 milliards de RM. au point culminant de la dernière période de prospérité.

Devant ces difficultés, Hitler a pris des mesures autarchiques pour l'approvisionnement de l'Allemagne en matières premières.

Dans l'espace de 4 ans, l'Allemagne devra être en mesure de renoncer à l'importation des principales matières premières.

On ne saurait contester qu'au cours de ces dernières années l'Allemagne a remporté une série de succès dans le domaine de l'autarchie. Actuellement déjà, on peut obtenir dans les magasins de confection des complets confectionnés en étoffes composées de fibres artificielles au lieu de laine ou de coton. Les pneus d'automobiles peuvent être fabriqués actuellement en Buna, matière qui a les mêmes propriétés chimiques que le caoutchouc et que l'on confectionne dans les fabriques allemandes de produits chimiques. Les automobiles peuvent même être alimentées par la «Benzine Leuna» et ce carburant est obtenu dans les ateliers chimiques allemands au lieu d'être capté dans les puits d'huile de l'étranger. D'importants sondages effectués en Allemagne ont permis de découvrir un peu de pétrole et des mines abandonnées depuis longtemps sont remises en exploitation. De nombreuses fabriques utilisent maintenant des tuyaux en verre là où l'on ne pouvait faire autrefois usage que de tuyaux métalliques.

Si l'on tient compte qu'au cours des quatre prochaines années l'économie et la science allemandes avec l'appui et les subventions de l'Etat poursuivront cette «lutte pour l'autarchie» on ne saurait nier sans autre la possibilité de nouveaux succès certains.

Cependant, si on y regarde de près, ces succès n'ont rien de merveilleux. On pourrait parler de «merveille» si la technique allemande était en mesure de fournir le caoutchouc, la benzine, la laine, le minerai de fer, etc. à peu près au même prix de revient que les produits «naturels». A ce moment-là on pourrait parler, dans le sens économique, de réels succédanés. En réalité, selon des données officielles, le Buna coûte actuellement trois à quatre fois plus que le caoutchouc naturel. La fabrication de la benzine Leuna revient trois fois plus cher que l'exploitation de la benzine dans les conditions normales de production. Les tissus en fibres artificielles sont la moitié moins solides que ceux en tissus naturels. Les entreprises et mines remises en exploitation sont reconnues sans rapport depuis des dizaines d'années et les tuyaux de verre ont une valeur économique nulle de par leur grande fragilité.

«En principe» le caractère forcé que l'on entend donner en Allemagne à la production des succédanés peut être réalisé au point de créer l'autarchie complète des matières premières. Il ne s'agit en fait «que d'une question de prix de revient».

Pour chaque Etat, le réarmement est étroitement lié au problème financier. Pour l'Allemagne, il s'agit plus particulièrement de sommes fabuleuses, car elle est obligée de payer trois à quatre fois le prix ordinaire pour obtenir la moindre matière première. De plus, par vanité, l'Allemagne entend donner à ses armements une ampleur supérieure à celle de tous les autres Etats et les réaliser dans un temps record. Elle construit en hâte des casernes,

des fortifications, des tanks, des bateaux de guerre, des avions et des canons, tandis qu'en même temps, dans l'intérêt de son ravitaillement en matières premières, elle doit mettre à exécution les projets économiques les plus étranges. En outre, le peuple n'ayant pas le moindre droit de contrôle, ce qui pourrait refréner les idées de grandeur de l'Etat, des sommes astronomiques sont consacrées en Allemagne pour maintes fantaisies, pour maints caprices, comme par exemple pour les autostrades dont l'utilité, aussi bien pour le militarisme que du point de vue économique, est très contestable. Jusqu'à fin 1937, ces autostrades auront coûté environ 1,5 milliards de RM. et elles sont loin d'être terminées.

L'Allemagne est sortie très appauvrie de la guerre mondiale, du chaos de l'après-guerre et de la crise économique. Où pourra-t-elle à la longue se procurer de tels moyens? Le national-socialisme n'a encore obtenu aucun emprunt étranger important et rien ne laisse supposer qu'il recourra à de telles mesures à bref délai. L'autarchie, même si elle réussissait, ne répond pas à la question de savoir comment l'Allemagne s'y prend pour payer les frais gigantesques de son réarmement.

Pour un peuple pauvre, comme pour un homme qui ne possède rien, il n'est qu'un moyen de se procurer les fonds nécessaires à la couverture des dépenses extraordinaires: le peuple, comme le pauvre sans fortune, pourra se faire de l'argent en économisant sur la nourriture; il devra renoncer à tout pour se procurer les fonds nécessaires. Se surmener sans rien changer à ses conditions de vie ou même en aggravant ces dernières revient à remplacer la fortune manquante par du matériel humain.

Or, actuellement, le peuple allemand doit se restreindre. On exige toutes sortes de restrictions de sa part alors qu'il est obligé de travailler doublement. Tel est le moyen choisi par le gouvernement allemand pour financer ses armements. La puissance et la terreur, qu'aucun frein démocratique n'entrave, sont les moyens *indispensables* à un tel système de financement. L'avenir nous apprendra jusqu'à quel point l'Allemagne pourra utiliser ce pressoir.

Considérons froidement et objectivement la situation de l'Allemagne actuelle et nous comprendrons alors les mystères dont s'entoure le financement des armements.

En 1932, selon les estimations de l'Institut allemand pour l'étude de la conjoncture, la production industrielle de l'Allemagne était de 58 pour cent inférieure au rendement quantitatif de 1928. A la fin de la quatrième année du régime hitlérien (1936), elle dépassait son ancien niveau le plus haut; le chiffre indice représentait le 108 pour cent du résultat de l'année 1928. Cet accroissement considérable de la production est moins imputable à l'introduction de nouvelles machines qu'à une main-d'œuvre renforcée. Le chômage ayant été endigué, le nombre des personnes occupées qui était de 12,7 millions en 1932, passa à 17,1 millions

en 1936. En même temps, la durée moyenne de la journée de travail de l'ouvrier industriel augmenta de 6,91 heures (1932) à 7,59 heures (1936). Selon les résultats enregistrés par les rapporteurs industriels sur ce qu'on appelle la capacité de rendement des heures de travail, on a enregistré au cours de ces quatre ans une augmentation globale du rendement du travail dans l'industrie de 82,1 pour cent. Si l'on tenait compte de l'accroissement du rendement du travail tel qu'il est préconisé par le système des «stimulateurs» fascistes, on arriverait aisément à une augmentation de plus de 100 pour cent. Ce calcul est tout à fait en rapport avec l'accroissement de la production dont il est question plus haut.

Il est donc prouvé que le peuple allemand a travaillé davantage. Si donc de larges couches populaires avaient participé à la consommation des marchandises produites en supplément, les quantités vendues dans le petit commerce, en particulier dans la branche alimentaire, auraient augmenté à peu près dans les mêmes proportions. Effectivement, l'augmentation du volume du petit commerce a été, selon les chiffres officiels, de 18,5 pour cent de 1932 à 1936, voire même de 10,3 pour cent dans la branche alimentaire*. En réalité l'accroissement devrait être moindre, puisque le renchérissement général, par rapport au chiffre indice, n'a été calculé que sur la base de 3,2 pour cent (6 pour cent pour les denrées alimentaires). Même si on l'estime prudemment, il est permis de supposer que le renchérissement fut plus marqué que cela, même si l'on ne tient pas compte de la différence de qualité.

Les prix de détail publiés régulièrement confirment du reste cette supposition. Il convient en outre de tenir compte du fait que les milieux aisés de la population, dans la crainte d'une inflation ou d'une pénurie de marchandises, ont acheté en grandes quantités des habits, des meubles, des denrées alimentaires, etc. C'est en 1934 surtout que de tels achats ont eu lieu, tandis que la course aux provisions ne s'est effectuée qu'en 1935. Fait curieux, l'augmentation du chiffre d'affaires dans le commerce alimentaire ne s'est manifestée qu'en 1935, tandis que de 1933 à 1934 il a plutôt diminué, en chiffres absolus. Les vastes couches populaires n'ont naturellement pas pu participer à cette course aux provisions et on ne saurait les citer comme exemple de bénéficiaires du bien-être général. Si nous décomptons ces achats en masse du chiffre d'affaires du petit commerce, nous nous rendrons compte avec stupéfaction que, malgré l'augmentation du travail, le standard de vie des couches populaires s'est encore aggravé depuis l'année de crise de 1932. Certes, les chômeurs de cette époque ont retrouvé en grande partie de l'occupation et même si leurs salaires sont généralement dérisoires, leur standard de vie, comparé à ce qu'il était en 1932, s'est tout de même amélioré. Par contre, les salaires

* Nous arrivons à ce résultat en divisant les nombres indices du volume du commerce privé en 1932 et en 1936 par le chiffre indice des prix du commerce de détail (coût de la vie) et en comparant les deux résultats.

et revenus de ceux qui travaillaient en 1932 ont sensiblement baissé.

Il est vrai que les offices compétents se plaisent à nier le fait, mais malgré tous les artifices dont dispose le fascisme pour dissimuler la réalité, elle se confirme par de nombreuses données officielles. C'est ainsi que les enquêtes sur les salaires, pour autant qu'elles permettent des comparaisons, indiquent nettement des baisses. Ainsi, par exemple, le gain hebdomadaire brut officiellement reconnu s'est élevé à :

	1932		1935	Baisse 1932/35
Dans l'industrie de la chaussure	mars 70,8 Rpf.	mars	61,6 Rpf.	13,0 %
Dans l'imprimerie	juin 115,0 »	avril	103,8 »	9,8 %
Dans la lithographie . . .	juillet 86,4 »	avril	79,6 »	7,6 %
Pour les maçons	août 85,4 »	sept.	76,4 »	10,5 %

On constate ainsi une diminution de 10 pour cent jusqu'en 1935 du salaire horaire brut des ouvriers et des employés. Et cela tandis que le coût de la vie augmente et que les chiffres officiels sont fournis par contrainte ! On comprend alors que le revenu de maints commerçants, manœuvres et autres artisans ait diminué à la suite de la réduction de la capacité d'achat des ouvriers et des employés.

Les valeurs innombrables fournies pour ainsi dire gratuitement par le peuple allemand, dans quelle mesure ont-elles servi au réarmement ? Une grosse part de ces valeurs est imposée. Les recettes de l'Etat provenant des impôts, des droits de douane et autres taxes ont augmenté de 4,8 milliards de RM., soit de 72,6 pour cent de l'exercice 1932/33 (avril à mars) à l'exercice 1936/37.

Une autre part de ces valeurs produites gratuitement est placée par les chefs d'entreprises dans des fonds de réarmement qui rapportent beaucoup. Par contre, fort heureusement pour la politique de réarmement de l'Allemagne, personne ne place de nouveaux capitaux dans l'industrie des marchandises de consommation. Au contraire, le recul de la consommation a naturellement porté un grave préjudice au rendement de cette industrie. Il y eut de nombreuses faillites dans la branche alimentaire en 1935. Depuis, la situation s'est légèrement consolidée, mais insuffisamment pour que de nouveaux placements dans cette industrie soient d'un rapport quelconque.

C'est ainsi que de gros capitaux sont offerts sur le marché monétaire, ce qui crée une très forte liquidité monétaire. C'est ainsi, par exemple, que le taux d'escompte privé est tombé de 4,95 pour cent (1932) à 2,96 pour cent (1936). L'Etat a profité de cette situation en s'appropriant les fonds disponibles par la vente à un intérêt réduit de bons de trésor et autres valeurs. Depuis 1935, il a donné un exutoire à une partie de ces crédits en émettant divers emprunts à long terme. Le fonds ainsi créé s'élève actuellement déjà à 5,8 milliards de RM. La majeure partie de

ces emprunts a été imposée de force aux caisses d'épargne et aux compagnies d'assurance; une partie seulement a été acceptée librement par le public. C'est pourquoi les mesures prises à cet effet ont donné lieu à une certaine rigidité sur le marché monétaire, rigidité qui néanmoins est loin d'égaler celle de ces emprunts.

Ainsi, par les impôts et taxes, par les crédits à courts et à longs termes, l'Etat obtient des capitaux en masse. Il les utilise d'une part pour de grandes œuvres à exécuter, comme les autostrades et autres travaux analogues; d'autre part, il emploie ces capitaux pour subventionner les branches économiques qui l'intéressent plus particulièrement du point de vue du réarmement et des matières premières. Il sera tout au plus en mesure de rembourser ces crédits quand il aura fait des conquêtes guerrières. D'ici là, il sera toujours contraint d'avoir recours à de nouveaux emprunts forcés et facultatifs pour procéder au «remboursement».

Nul doute qu'avec de telles méthodes l'Allemagne sera en mesure de poursuivre son réarmement. C'est par des méthodes similaires que l'Italie a pu mener à bien sa campagne en Abyssinie et cela malgré le boycottage économique des Etats membres de la Société des nations. Mais ces méthodes de réarmement au détriment des forces populaires ne sauraient être appliquées indéfiniment. Les armes ainsi produites en temps de paix ne peuvent pas être considérées comme moyens de production; c'est pourquoi toute la fortune populaire consacrée à cet effet est absolument improductive. En outre, la diminution du standard de vie de la grande masse dans les Etats fascistes va souvent très loin; elle atteint mêmes des limites dont le citoyen moyen, dans une démocratie, ne peut pas se faire une idée. Si un mécontentement vif et prolongé devait se manifester en Allemagne, l'Etat se verrait certainement contraint de changer de tactique.

En outre, les méthodes de réarmement de l'Allemagne entraîneront à la longue une aggravation du matériel de recrutement. Il semble que l'état de santé de certaines catégories d'ouvriers, travaillant dans des conditions de travail défavorables, est déjà fortement compromis. C'est pourquoi on peut s'attendre à ce que les autorités militaires allemandes se rendront compte à bref délai qu'une baisse trop prononcée et trop rapide du standard de vie du peuple portera bien plus préjudice au potentiel de guerre allemand qu'elle ne lui sera utile. Car, malgré toutes les transformations techniques, l'homme est encore aujourd'hui le principal facteur de la guerre.